

# LES CAHIERS D'EUROPE 21

## UNE PASSION D'EUROPE

Entretien entre Jacky Fayolle et Philippe Herzog  
autour de ses mémoires  
« D'une révolution à l'autre »,  
Editions du Rocher, 2018



*Philippe Herzog a publié en octobre 2018 « D'une révolution à l'autre », un livre de mémoire et d'espoir, d'expériences et d'engagements. Polytechnicien et administrateur de l'INSEE après l'ENSAE, Philippe Herzog fut un acteur de la planification française avant de devenir professeur d'Université. Il s'engage au Parti Communiste Français, dont il devient un dirigeant dans les années 1970, en charge de l'animation de sa section économique. Cet engagement affirme sa dimension européenne lorsqu'il est désigné tête de liste du PCF pour les élections au parlement européen en 1989, inaugurant ainsi une séquence de trois mandats de député*

*européen, jusqu'en 2004 (alors même qu'il quitte le PCF en 1996). Il s'appuie sur l'association Confrontations Europe, qu'il lance au début des années 1990, pour nourrir son activité au Parlement européen et ses interventions sur les enjeux de la construction européenne, puis devient conseiller spécial auprès de Michel Barnier à la Commission européenne de 2009 à 2014. Cet engagement européen persévérant se poursuit sans relâche jusqu'à aujourd'hui, stimulé par les difficultés qu'affronte l'Union européenne. Cet entretien revient sur l'itinéraire de Philippe Herzog, dans la foulée d'une lecture attentive de son livre et en s'attachant spécialement aux enjeux européens.*



*JACKY FAYOLLE, Docteur en sciences économiques, ancien élève de l'ENSAE (Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique) et administrateur de l'INSEE, Jacky Fayolle, né à Saint-Etienne en 1953, a d'abord travaillé, de 1978 à 1990, à la Direction Générale de l'INSEE, dans le domaine des prévisions macroéconomiques à court et moyen termes. Après un passage à Eurostat, en 1990-1991, pour contribuer au lancement des actions de coopération statistique avec les pays d'Europe centrale et orientale, il a rejoint l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Economiques), comme directeur adjoint du département des diagnostics, puis du département des études. De*

*2002 à 2006, il a été directeur de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, au service des organisations syndicales de salariés. Il a ensuite animé le Centre Etudes & Prospective du groupe Alpha, cabinet en relations sociales, jusqu'en 2015. En 2016 et 2017, il a piloté le projet de moyen terme Horizon 2025 de l'INSEE.*

**J.F :** Dans ton livre, je note une tension entre ce que j'appellerai des confessions désabusées sur des expériences personnelles et politiques passées et une persévérance dans le réengagement pour de nouvelles utopies, notamment autour de l'enjeu européen, avec une volonté de reconnecter peuple et élites au travers d'un rôle de passeur-expert ? Te retrouves-tu dans cette lecture ?

**J**e m'y retrouve mais je n'utiliserai pas le terme « désabusées ». Il est vrai que nous avons subi des chocs considérables. Dans ma jeunesse, nous voulions changer le monde, c'était la période de la planification française, projet collectif absolument remarquable et, avec la comptabilité nationale, nous allions changer effectivement le monde ! Cette révolution dans l'appareil de mesure permettait d'envisager une bien meilleure préparation des politiques économiques. Pour ma part, dans une période où il fallait s'engager, je suis entré au Parti communiste pour me placer du côté du peuple, en l'occurrence de la classe ouvrière qui, dans la société industrielle de l'époque, occupait une place importante et voulait s'élever en participant aux choix collectifs. Mon utopie a toujours été la participation de chacun aux choix collectifs. Je ne dirai pas que la démocratie de délégation a fait son temps, mais elle est minée et ne suffit plus. Chacun aspire à dire son mot et à participer aux choix : c'est très positif. Cela dit, si nous prenons la mesure des chocs considérables qui nous sont arrivés, la mondialisation, la financiarisation de l'économie, la révolution libertaire de 1968 et la poussée de l'individualisme, nous nous trouvons aujourd'hui dans des sociétés décomposées : ça fait beaucoup en même temps ! Mais je n'ai pas hésité à passer d'un projet arrivé à son terme, en faillite, le communisme de cette époque, très marqué par l'expérience soviétique, qui n'a jamais été la mienne mais qui imprégnait la classe ouvrière et le PCF, pour aussitôt me plonger dans le projet européen. Le projet communiste et l'union de la gauche de gouvernement étant en voie de faillite, j'avais espéré l'eurocommunisme, qui n'a jamais eu sa chance de réalisation, mais qui aurait pu changer beaucoup de choses...

**J.F :** Ce fut une fenêtre très brève !

**P.H :** ... très brève, oui, mais c'était une formidable possibilité de rebondir. Le projet européen, de grande envergure, a une profondeur historique considérable : c'est une renaissance de la civilisation européenne après la faillite des deux guerres mondiales. Elle donnait lieu à une nouvelle étape au tournant des années 1990, avec l'action de Jacques Delors en particulier. Je le connaissais depuis longtemps parce qu'il avait participé aussi à la planification française – je suis très marqué par ce lien avec la planification ! Je n'ai pas eu de mal à passer d'un projet à l'autre et j'ai trouvé beaucoup de satisfactions dans l'aventure européenne. La faillite du communisme ne signifiait pas celle de l'idée d'émancipation humaine portée aussi par le marxisme, lequel est pour moi compatible avec l'idée de paix perpétuelle portée par l'humanisme kantien qui est à la source de la formation de la Communauté Européenne. Dans un monde divisé en deux blocs, les communistes étaient opposés à celle-ci. Pour moi au contraire, l'eurocommunisme ouvrait la possibilité de porter mes engagements sur ce nouveau front.

**J.F :** Ton engagement européen se concrétisera avec ta première élection au parlement européen en 1989. Mais, à te lire et t'entendre, on peut avoir l'impression que, sur la période antérieure, ton adhésion au PCF s'est faite presque par accident : l'engagement politique aurait pu être autre, mais les circonstances des années 1970, la dynamique d'union de la gauche, la possibilité de jouer un rôle d'influence auprès de la direction du PCF, et de Georges Marchais en particulier, t'ont conduit à cet investissement dans le PCF.

**P.H :** Je n'ai pas fait de plan de carrière, c'est un élément important de ma vie ! Etre passeur entre les idées et l'action m'a toujours séduit. Si j'ai adhéré au parti communiste, c'est pour me placer du côté du peuple. Ce choix je l'assume toujours aujourd'hui : je ne souhaite pas travailler seulement avec les élites dans un système qui se veut méritocratique, mais qui les enferme dans une bulle. Cette tendance s'est aggravée car, devenu très inégalitaire, ce système dépossède le peuple, dans sa masse, de la possibilité de participer à l'élaboration des choix collectifs. Je n'ai jamais été dans une démarche d'adhésion à un parti dont le but premier est d'accéder au pouvoir, mais plutôt dans une volonté d'adhésion à un mouvement affirmant une nouvelle conception du bien commun, acteur d'une démocratie de participation. J'ai adhéré au parti communiste, que je connaissais mal, parce que c'était le parti ouvrier, dans un contexte où il avait un pouvoir d'attraction considérable, y compris du côté des intellectuels. Il cherchait à se renouveler, avec une remise en mouvement du marxisme, où l'historien-économiste Paul Boccard a joué un rôle majeur. J'ai participé à cette recherche critique et innovante, nécessaire pour comprendre la dynamique de la société et du capitalisme. J'ai pu jouer un rôle de fabricant de projets et de programmes et je me suis trouvé bien dans ce rôle. Bien sûr, j'étais en porte-à-faux, avec des dirigeants communistes qui avaient besoin de quelqu'un connaissant la comptabilité nationale et pouvant fabriquer des programmes, mais qui étaient marqués par le lien avec le parti communiste de l'Union soviétique et par une culture étatiste : « on arrive au pouvoir d'Etat et on l'exerce ». Le PCF n'avait pas encore rompu avec la dictature du prolétariat. Mais je n'ai pas ressenti de problème, parce que, dans le compromis du programme commun, le choix de la démocratie était fait et ses contraintes acceptées – sinon, les socialistes n'auraient pas accepté le mariage. Est-ce que j'aurais pu aller dans un autre parti ? oui... j'étais ami de Michel Rocard, j'avais commencé ma vie professionnelle avec lui, le PSU a fait de belles choses, mais il n'était pas proche des ouvriers. Quant à Michel Rocard, lui-même n'a pas pu faire aboutir ses convictions, utopistes à sa façon. C'était l'époque où il était autogestionnaire, il a fait ensuite un compromis qui ne lui a pas forcément réussi, celui de considérer que pour faire avancer ses idées, il fallait adhérer à un parti puissant, en l'occurrence le parti socialiste. Il est parvenu à des fonctions éminentes, mais il n'a pas réalisé ses idéaux.

Georges Marchais avait besoin de moi et je me suis socialisé dans un parti qui m'a appris beaucoup de choses, parce que la proximité avec les gens de terrain était quotidienne. Ce fut un engagement long, parce que j'ai exercé des positions de pouvoir à l'intérieur du parti. Même si la démarche portée par la section économique du PCF, faire

participer les travailleurs à la gestion, n'était pas partagée par les dirigeants communistes, ils ne se sont pas opposés à ce que nous la prônions et même l'expérimentions. Nous avons avancé des idées qui n'ont malheureusement pas pu aboutir parce que tout cet effort s'est englouti dans la chute du communisme, et parce que, à la différence des Allemands et des nordiques, la France n'a jamais introduit la codétermination dans ses entreprises.

**J.F :** *Si on revient sur cette période, elle porte la marque de tes premières années professionnelles, avec, chez toi, une nostalgie profonde de la planification à la française des trente glorieuses. On pourrait discuter longtemps de son bilan et des facteurs de son déclin. Mais comment peut-on imaginer aujourd'hui, à la lumière de cette expérience qui s'éloigne, la renaissance de politiques publiques mobilisant des capacités prospectives ?*

**P.H :** La planification française était une planification d'Etat, mais avec cette spécificité qu'elle était conçue et mise en place avec la société civile et les corps intermédiaires, lesquels disposaient, à l'époque, d'une base sociale très forte. Quand, en 1974, j'ai débattu avec Pierre Mendès-France, Jacques Delors, Albin Chalandon, à un moment où le risque de déplanification apparaissait, la première question posée, c'était : « la planification doit-elle être démocratique ? ». Les corps intermédiaires et, avec eux, le peuple pouvaient participer à l'élaboration de choix et de politiques donnant lieu à une programmation d'investissements publics. L'Etat y a renoncé en même temps qu'à la planification, c'est un lourd handicap aujourd'hui quand le besoin d'investissements de long terme pour changer le mode de croissance est énorme. J'ai vécu de près le début de la déplanification, quand le ministère des finances, logé encore rue de Rivoli à l'époque, a pris le pouvoir.

Je suis effectivement nostalgique de cette époque et je reprends à mon compte la formule de Claude Gruson :  
« Programmer l'espérance »,  
une espérance populaire ! De Gaulle disait « une ardente obligation ».  
Voilà ce qui nous manque.

**J.F :** *Tu donnes un rôle important à cette modification des rapports de force intra-étatiques.*

**P.H :** Oui, l'appareil de planification avait des racines dans l'administration – comptable national j'ai été délégué par l'Insee au Service des Etudes Economiques et Financières, ancêtre de la Direction de la prévision – mais l'administration d'Etat n'avait pas le pouvoir dans l'élaboration des Plans. Chalandon le regrettait et se voulait très clair sur ce point : le ministère des finances, directement confronté aux tensions conjoncturelles, devait selon lui prendre le pouvoir en quelque sorte. Ce qui fut fait dans les années 1970. Et l'Etat a démontré par la suite qu'il naviguait sans boussole entre les politiques conjoncturelles. Il a renoncé à l'ambition de forger l'avenir par des investissements de long terme répondant, comme au cours des trente glorieuses, à une stratégie de plein emploi, d'industrialisation, d'aménage-

ment du territoire. Toutes ces composantes ont périclité en même temps. A cet égard, j'accuse les dirigeants politiques qui se sont contentés de prendre appui sur l'administration pour exercer un contrôle descendant sur l'économie, sans s'interroger sur le fait que cela empêche la société de se projeter vers le long terme.

**J.F :** *Ce ne fut cependant pas un déclin instantané. Les plans télécommunications et nucléaire sont intervenus dans les années 1970, alors même que l'économie française se confrontait à des conditions extérieures considérablement modifiées.*

**P.H :** La planification a en effet continué dans les années 1970, notamment mais pas seulement avec les plans d'équipement télécommunications et nucléaire, mais le changement s'annonçait dès 1974. A partir du milieu des années 1980 c'est l'arrêt de la planification, quand les vannes de la financiarisation de l'économie sont ouvertes et que le gouvernement, tel un apprenti sorcier, a donné un grand pouvoir aux marchés. Je fais le parallèle avec l'actualité d'aujourd'hui : le gouvernement sollicite le financement de l'investissement national par les plus fortunés et les investisseurs extérieurs. C'est typique du retournement de situation par rapport à l'époque de la planification.

Comment faire aujourd'hui ? J'observerai d'abord tout simplement que la planification n'est pas morte dans le monde. Les grandes firmes font de la prospective et planifient. Ce passage du pouvoir au secteur privé est impressionnant. Pour les nouvelles technologies, l'industrie financière permet à des firmes innovantes d'encaisser des pertes, sur une dizaine d'années, en comptant sur l'explosion ultérieure des profits. Le secteur privé réalise des investissements de long terme et les GAFA en sont un exemple spectaculaire. Mais on voit aussi des exemples remarquables de planification régionale. A Göteborg, en Suède, un plan régional élaboré collectivement a permis de régénérer la capacité d'emploi et de création de richesses à partir des années 1990. Le re-développement des Asturies en Espagne est aussi très intéressant. L'Allemagne n'a pas de planification officielle mais les relations sont tellement soudées entre les banques, les entreprises et les syndicats, grâce à la co-détermination, qu'elle dispose de facto d'une planification avec des bases régionales très fortes et leur concertation à l'échelle du pays. Avec l'industrie 4.0, l'Allemagne essaie de se projeter vers l'avenir en affrontant collectivement les enjeux de sa compétitivité. Sans parler de la capacité de planification et de développement de long terme de la Chine. Donc, la France n'a pas d'alibi pour sa démission, cette abdication à l'égard de la capacité collective dont elle disposait pour se projeter vers l'avenir grâce à un plan collectif.

Comment rebondir en France ?  
La question est difficile car elle est liée à la problématique de changement du modèle national, à la nécessité d'inventer des modes d'engagement et de gestion qui se réapproprient les enjeux économiques, sans les séparer des choix sociaux.

Dans le grand débat national en cours, les arbitrages mal posés entre la diminution des impôts et la priorisation des services publics enferment les gens dans les choix de redistribution secondaire. Les choix primaires portant sur la création d'emplois et de richesses font l'objet de réponses bricolées du pouvoir qui ne sont pas soumises à délibération collective. Le manque de création d'emplois, la stagnation de la productivité, l'allocation de l'épargne à l'investissement sont des questions majeures qui ne sont pas posées collectivement. Commençons par nous emparer de ces enjeux de régénération de l'économie et de la compétitivité dans les régions et les entreprises, y compris en allant vers une co-détermination comparable à celle qui a fait la force de l'Allemagne ou des pays scandinaves.

Nous n'y arriverons cependant pas seuls, dans une économie mondiale pleinement globalisée où la compétition règne. Aujourd'hui, les Européens manquent de stratégie collective, comme par exemple pour l'appropriation du numérique : l'Europe est dépendante des super-puissances et des GAFAs pour le traitement de données vitales pour l'industrie et l'emploi.

**Sans stratégie européenne commune de développement et de compétitivité industrielle, la France n'arrivera pas à s'en sortir. Pour s'extraire de la financiarisation et faire des choix de long terme en matière d'investissements publics, le territoire européen sera le laboratoire des solutions.**

J'insiste sur l'enjeu financier : confier notre capacité d'investissement à une finance liée principalement aux marchés financiers, c'est choisir la myopie à l'encontre d'une vision publique du long terme. Il faudrait demander au Président Macron : « donnez-nous les chiffres de la durée d'engagement des investisseurs financiers dans nos entreprises ! ». Ces investisseurs ne sont pas les premiers de cordée. Ils font régner aujourd'hui la liquidité, en pouvant se défaire facilement d'engagements dans des investissements qui ne s'avèrent pas assez rentables, alors que les investissements de long terme supposent une prise durable de risque qu'il faudrait partager. Quand les Romains construisaient les infrastructures qui ont duré plus d'un millénaire, ils ne visaient pas la rentabilité financière !

***J.F. : La belle période de la planification à la française a été soutenue par une réflexion économique pluraliste, animée par diverses écoles de pensée. Par rapport à cette période, tu considères qu'il y a eu à la fois une sorte de chute de l'économie politique vers des sciences économiques plus compartimentées, mais tu considères aussi que les travaux d'économie industrielle de Jean Tirole, pour prendre un exemple, sont dans la continuité de Maurice Allais.***

**P.H. :** Je te remercie de me pousser dans mes retranchements, en m'incitant à dire comment je me situe par rapport aux économistes français. Il y a beaucoup de travaux

intéressants. Quand j'étais rapporteur au parlement européen sur les services publics, l'enjeu était de savoir comment préserver notre capacité de choix de services publics dans un univers européen hyper-compétitif, où les règles de la concurrence ne prenaient pas en compte la spécificité des activités d'intérêt public à rendements croissants, explorées par Maurice Allais. J'avais besoin de références théoriques mises à jour dans les domaines concernés. A cet égard, Jean Tirole a mérité son prix Nobel : quand on cherche comment réguler les marchés actuels, on va voir de son côté. Tirole est inspirant pour répondre à des questions telles que les trade-off à arbitrer entre intérêts publics et intérêts privés, en observant les défaillances de marché qui font obstacle à la réalisation du bien commun. Mais son biais profond est de toujours préférer confier la régulation à des agences publiques et à de bons experts, méfiant qu'il est à l'encontre de toute intervention politique. Au contraire, en matière de politique macroéconomique et financière, dans un contexte marqué par la financiarisation de l'économie et les cycles financiers, les travaux de Michel Aglietta sont très précieux et ils appellent une réflexion sur le rôle du politique dans la conception des investissements publics avec une stratégie de long terme.

Mais les travaux des économistes – théoriciens et experts – ne peuvent être appliqués tels quels. Les sociétés ne sont pas neutres. Leurs expériences, leurs cultures et préférences collectives, leurs critères de gestion et d'organisation, notamment en matière de choix publics jouent un rôle majeur. Ce que les économistes ne prennent pas assez en compte, c'est la réalité anthropologique des sociétés telles qu'elles sont et le fait qu'elles vivent dans des systèmes technologiques et institutionnels extrêmement prégnants, qui matricent les rapports et les choix sociaux-économiques. L'anthropologie du travail et de la politique fait trop défaut chez les économistes. Ainsi par exemple il est impossible de faire des choix économiques se voulant rationnels sans prendre en compte le fait que l'effectivité de leur réalisation est entravée en France par une hyper-administration qui empêche l'implication des sociétés civiles.

**Dans notre pays hyper-administré et qui ignore la cogestion dans les entreprises, les tensions entre les employeurs et les employés, entre l'Etat et le « peuple », compromettent gravement la faculté d'investir à long terme.**

L'appareil d'Etat veille constamment au contrôle des comportements, mais il n'est pas capable d'élaborer par lui-même les choix de long terme. La société ne sait plus se projeter vers l'avenir. Les économistes doivent s'interroger sur les limites de pertinence de leur rationalité. Tirole et Aglietta se réfèrent tous deux à John Rawls comme théoricien des principes rationnels d'un contrat social. Mais que dit Rawls ? Il faut selon lui imaginer des sociétés où les individus sont placés sous un voile d'ignorance pour qu'ils choisissent les fondements d'un régime juste.

**J.F :** *C'est une expérience de pensée, le voile d'ignorance...*

**P.H :** Mais elle est purement fictive ! Placés sous ce voile, selon Rawls les individus choisiraient une égalité d'accès aux biens publics premiers – éducation, marché du travail, santé – dans l'ignorance de leurs situations sociales. Mais dans la réalité ce principe ne sert à rien parce qu'il n'y a jamais de voile d'ignorance. Les individus ne sont ni ignorants ni incapables, le lien et l'ascenseur social sont rompus, or ils doivent pourtant interagir pour forger une conscience du bien commun.

**J.F :** *La floraison, à l'échelle mondiale, des théories économiques de la justice est passé par d'autres auteurs, plus attentifs aux réalités humaines, comme Amartya Sen, dont les idées portent sur le développement des opportunités et des capacités des personnes.*

Tout à fait. Amartya Sen, c'est beaucoup mieux que Rawls, même s'il reste encore dans un registre strictement rationnel. En fait les gens cultivent des valeurs et des convictions qui sont du registre de la foi, de la confiance en l'avenir. Pour une conception de la justice qui a fait souche en Occident, il faut remonter à Jésus-Christ : une société juste est celle qui élève les pauvres, qui inclut les exclus, et qui rabaisse les puissants. En matière de règles d'éthique le rationalisme kantien a des qualités, mais sa règle d'or, « ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse à toi-même », reste bien faible. La responsabilité et l'amour d'autrui sont des valeurs ancestrales beaucoup plus fortes. Je suis plus intéressé par le personnelisme, par exemple, et par le philosophe juif Emmanuel Levinas qui appelle chacun à assumer la responsabilité d'autrui. Ce sera au cœur de l'éthique du XXI<sup>ème</sup> siècle. J'ai passé ma vie à essayer de réhabiliter les biens publics et voulu créer des biens publics européens, sans que John Rawls m'ait aidé ! Il ne dit rien de la substance de ces biens, ni de la manière de faire société avec eux. Par rapport à l'économie politique classique, la science économique contemporaine s'est souvent déconnectée des sources spirituelles et anthropologiques. J'apprécie que des économistes comme Douglass North démontrent qu'on a besoin d'une connaissance intime et d'une théorie concrète des institutions parce qu'elles interfèrent avec l'économie. En France Jean-Jacques Laffont s'efforçait de comprendre les institutions dans la tradition d'Herbert Simon, théoricien remarquable des organisations qui n'a pas été assez diffusé en France. A titre individuel, les économistes font des choix politiques, mais le plus souvent sont trop peu impliqués dans les mouvements de sociétés civiles à la recherche du bien commun.

**J.F :** *La planification française a été non seulement une planification d'Etat mais elle a été très jacobine et ce n'est pas sans conséquences jusqu'à aujourd'hui. L'aménagement du territoire a eu ses rigidités ! Que pourrait être une planification davantage girondine qui permette l'expression des potentialités des territoires et leur développement endogène ? Michel Rocard entendait « décoloniser la province »...*

**P.H :** J'ai connu Michel Rocard très girondin, extrêmement critique du mode de conduite de la Révolution française, qui ne voulait rien voir entre l'Etat et les individus : elle a

éradiqué la capacité à former des collectivités locales et régionales capables de bâtir leur avenir sur le terrain. Cette question a deux dimensions, politico-institutionnelle et économique. Il y a d'abord la question de la participation, en carence dans un pays resté enfermé dans un Etat jacobin.

**Nos institutions portent encore la marque napoléonienne – l'Université entre autres –, et les réformes de décentralisation sont en échec. Ainsi aujourd'hui il a fallu des mouvements sociaux tels que les Gilets jaunes pour obliger de voir la déshérence des périphéries du territoire national et la fragilité croissante de couches moyennes.**

La verticalité des institutions et les biais ou carences des corps intermédiaires contribuent aujourd'hui à cette dépossession. Trop de syndicats ont privilégié la négociation centrale avec l'appareil d'Etat alors que les gens auraient besoin d'appuis pour s'organiser dans les entreprises et les régions afin de s'approprier les défis de la gestion et d'élaborer une économie territoriale de proximité. Quand j'étais au PCF et disais qu'il fallait des politiques portuaires régionales, je soulignais que les syndicats à Boulogne, Calais, Dunkerque par exemple se faisaient concurrence dans des luttes non coordonnées pour maintenir l'activité locale. Mais les dirigeants du parti me répondaient qu'il y avait surtout besoin d'une grande politique maritime d'Etat. Une décentralisation réussie doit permettre la mise en place de capacités régionales d'élaboration et de mise en œuvre d'investissements d'intérêt commun. Des concertations interrégionales et nationales doivent avoir lieu pour que les grands réseaux nationaux – transports, universités, et autres – forment une cohérence et une dynamique à l'échelle de tout le pays, au lieu de tout ramener au centre, c'est-à-dire à Paris. De même les collectivités régionales doivent pouvoir construire des coopérations internationales transfrontières. Celles-ci sont actuellement le plus souvent en jachère. Si les carrières politiques se focalisent toutes vers l'exercice du pouvoir d'Etat central, c'est en contradiction avec le besoin de mobiliser les forces vives du pays et de partager les responsabilités.

**Je pense aussi que confier à un seul homme, qui sera élu président de la République, le pouvoir de programmer notre avenir à notre place, est absurde.**

En ce qui concerne la dimension économique, l'heure n'est plus aux grands programmes d'Etat descendants. Le secteur privé dispose d'une intelligence cruciale en matière d'investissement, mais qui répond aux intérêts privés. Or, en dehors des investissements sociaux, régionalisés mais soumis au contrôle central, l'Etat n'est plus un investisseur. C'est une abdication. Dans un nouveau régime de croissance

répondant aux impératifs écologiques et du bien-être, il y a besoin d'investissements publics humains et productifs qui appellent un nouveau rôle des collectivités publiques, non pas à la place du privé mais en coopération étroite avec lui. Ce sera une nouvelle économie mixte. Une telle stratégie devra mettre en place trois types d'écosystèmes interdépendants :

- un écosystème industriel articulant recherche-formation-innovation-production, afin de relocaliser ou créer des chaînes de valeur entre les idées et la production. On sait qu'en France l'offre de formation professionnelle et continue pour le développement des compétences est extrêmement faible. D'autre part alors que nous disposons, en Ile-de-France, en Rhône-Alpes ou ailleurs, de pôles de recherche importants, le développement et la production ne suivent pas : les grandes firmes préfèrent produire à l'étranger, la France n'a pas mis en place des filières de production durables. Faute d'universités technologiques qui puissent accompagner les porteurs de projets dans leur développement, les petites entreprises ont le plus grand mal à grandir et les start-up partent à l'étranger.
- un écosystème de relations socio-industrielles doit être mis en place pour que ces infrastructures et filières de développement prennent vie. Par exemple, pour l'appropriation du numérique, il y a nécessité d'infrastructures de proximité et de réseaux permettant de traiter en pleine maîtrise les données qui nourriront les applications industrielles, alors qu'aujourd'hui les données sont livrées aux GAFAs : c'est une démission.
- un écosystème financier qui impulse la transformation de l'épargne et des autres ressources financières en investissements doit accompagner les porteurs de projets industriels et organiser le partage des coûts et des risques associés aux investissements de long terme.

De façon générale, nous sommes confrontés à la nécessité d'une stratégie industrielle qui fasse appel à la compréhension et à la volonté de la société tout entière. J'observe que dans le Grand débat national du début 2019, en dehors des questions du pouvoir d'achat et des modalités institutionnelles de la démocratie, l'emploi et l'économie ont été totalement négligés. Les chaînes de création de la valeur sont désormais mondialisées, mais on voit bien que les Etats-Unis, la Chine, les grandes sociétés multinationales y jouissent de positions de monopole. Certaines de ces chaînes devront être brisées, mais il s'agit surtout de relocaliser les activités dans des écosystèmes locaux, régionaux et nationaux. Il ne doit pas s'agir d'une démondialisation brutale mais d'une recomposition.

**L'Europe est un territoire pertinent pour rétablir une maîtrise collective, non pas dans le seul intérêt de l'Allemagne (qui désormais aura besoin de coopérations car sa puissance industrielle est menacée) ou de la France, mais en prenant en compte tous les pays européens. A cet effet une sorte de**

**division intracommunautaire du travail est nécessaire, avec une volonté politique de consolidation de la cohésion sociale et territoriale. Ce n'est pas par l'imposition de règles uniformes qu'on obtiendra cette cohésion, il faudra en passer par des coopérations renforcées.**

Actuellement les Etats européens cultivent des intérêts nationaux divergents en matière industrielle, et les plus forts défendent leurs « champions » nationaux. Les asymétries de puissance sur un marché livré purement et simplement à la concurrence divisent profondément les Européens. Une politique industrielle européenne devra reposer sur des coopérations entre les acteurs de terrain – entreprises et régions – pour générer une cohésion du territoire européen, au lieu que s'aggravent les différences de puissance entre le centre et les périphéries. Comment ne pas déplorer le fait que des pays d'Europe, en particulier ceux d'Europe orientale, connaissent une hémorragie de leur population active jeune, en partance vers l'Allemagne ? Cette question d'une division intra-communautaire du travail, prend tout son sens aussi dans la zone euro. Par exemple, au lieu d'investir massivement dans l'énergie solaire chez eux, les Allemands auraient dû la développer en Grèce. Je le répète, l'Allemagne ne pourra plus se passer de coopérations intracommunautaires parce que son modèle industriel est menacé dans la nouvelle compétition mondiale à l'heure du numérique. Faisons valoir la nécessité d'une concertation planifiée des choix industriels régionaux et nationaux en Europe.

**J.F : Nous en venons donc plus précisément à l'enjeu européen. L'impulsion donnée par la Commission Delors dans les années 1980 relance l'intégration européenne mais cette relance intervient, pour la France, dans des conditions particulières. La politique de désinflation compétitive, à partir de 1982-83, a permis d'ancrer le Franc sur le Deutsche Mark, y compris pendant la crise du système monétaire européen en 1992, et ainsi de préparer l'entrée en scène de l'euro. Mais cette politique n'a pas été neutre sur la spécialisation productive française, compte tenu bien sûr des faiblesses de la stratégie industrielle : cette trajectoire est un tout ! Les déséquilibres et divergences internes à l'Union européenne et spécialement à la zone euro viennent donc de loin. Comment les dépasser aujourd'hui, alors qu'ils restent menaçants ?**

**P.H :** Je suis d'accord. Il faut revenir en amont : la rupture du système monétaire international en 1971 est un séisme dont on ne s'est pas remis, la dépendance par rapport au dollar et au système financier américain demeure évidente. Le Benign Neglect était bon pour les Etats-Unis mais il posait de sérieux problèmes aux autres. J'ai animé un petit groupe de travail à l'Insee sur cette transformation du système monétaire, qui a permis aux Etats-Unis de développer sa puissance. Dans ce contexte, des économistes et des dirigeants politiques éclairés comme Triffin et Werner avaient lancé l'objectif d'une monnaie commune en

Europe. Il faut leur rendre hommage. L'objectif d'une monnaie unique à mettre en place en 1980 avait même été retenu, en vain. Aujourd'hui il faut établir le rôle de devise internationale de l'euro dans l'intérêt des Européens comme de la coopération multilatérale, en l'adossant à la mise en place d'une industrie financière européenne et la création d'euro-obligations.

L'ouverture aux marchés financiers dans les années 1980 a engendré une forte instabilité : la France a connu trois dévaluations successives au début de l'ère Mitterrand. Ensuite l'instabilité monétaire a menacé la formation du marché unique quand celle-ci a été décidée. Le passage à la monnaie unique a voulu contrer cette instabilité en même temps qu'établir un toit pour garantir l'existence de ce marché. Le choix de la désinflation compétitive a obligé chaque pays entrant dans l'euro à s'aligner sur la même norme monétaire. On savait que les déséquilibres entre la France et l'Allemagne par exemple mettraient l'union monétaire en tension. Mais on disait alors à Paris que pour financer les déficits des balances commerciales, l'Allemagne paiera !

### ***J.F : L'unification allemande a perturbé le jeu !***

**P.H :** Plus tard, et provisoirement. Il est de fait que l'Allemagne a su bien mieux bénéficier du marché intérieur et de l'euro que la France. Pour l'Allemagne, puissance exportatrice mondiale, le taux de change de l'euro est bas, pour la France déficitaire, il est trop fort. La divergence s'est d'autant plus creusée que la France a désindustrialisé. Les puissances industrielles française et allemande étaient, sinon à parité, du moins assez proches au début des années 1970, puis la France a brisé son système industriel étatique, alors que l'Allemagne pérennisait le sien, celui de l'ordo-libéralisme et de la co-détermination. La France est passée à un système à la fois très libéral et sur-administré.

Dans l'union monétaire les déséquilibres de balance commerciale perdurent et opposent les pays hyper-créditeurs et les pays déficitaires. Alors que le FMI considère qu'un excédent commercial de 5% du PIB est un déséquilibre fondamental, l'Allemagne est à près de 9% ! Mais les dirigeants français ne disent mot. Pourtant cela remet en question l'efficience et la viabilité de l'union monétaire. Les Allemands ne veulent pas financer durablement ces déséquilibres récurrents par des transferts. Aussi, quand on veut promouvoir l'entente franco-allemande, via un nouveau traité de l'Élysée et un budget de la zone euro, on n'y parvient pas. Mais on peut faire comprendre la nécessité d'une stratégie européenne d'investissements d'intérêt mutuel, qui engendrerait en même temps des effets redistributifs favorables.

**Le plan Juncker est une première ouverture, mais il faut l'évaluer sérieusement, le reconcevoir et le développer.**

**Ceci devrait être une des dimensions prioritaires des programmes politiques lors des prochaines élections européennes.**

***J.F : Tu t'es directement confronté à ces questions au cours de tes mandats européens et au travers de l'activité de Confrontations Europe. Le bilan que tu peux en tirer est, sans contestation possible, riche d'apports et de résultats : comment le résumerai-tu ?***

**P.H :** Confrontations était une innovation politique. Avec mon épouse Claude Fischer, nous avons dirigé cette association avec une double volonté : établir un dialogue permanent entre industriels, financiers, universitaires, syndicalistes en France, par-delà les oui et les non au référendum de Maastricht, pour partager un meilleur diagnostic des réalités ; et formuler ensemble des propositions susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives pour changer la France et construire l'Europe. Une sorte de Commissariat au Plan associatif en quelque sorte et, en même temps, un nouveau mouvement civique européen ! Confrontations a commencé par poser les enjeux de la participation de la société civile et des citoyens dans les entreprises et les institutions. J'ai été rapporteur au Parlement européen à ce sujet puis missionné en France sur la même question : il s'agissait de construire des relations socio-industrielles après l'euro et de rapprocher les institutions européennes des citoyens et acteurs sociaux et territoriaux. Mes propositions n'ont pas pu aboutir, mais en les mettant à jour elles sont plus que jamais d'actualité.

Confrontations, c'est aussi le «tour d'Europe», les relations avec l'Est européen. L'association a entrepris de créer un réseau de concertation d'acteurs à l'échelle européenne. Ce fut un effort sidérant : ainsi une association « Confrontations-Hongrie » a été créée et dirigée par une ministre hongroise des affaires sociales. Michal Kurtyka, aujourd'hui ministre de l'énergie en Pologne et récemment président de la COP24, a failli créer Confrontations-Pologne. Que Confrontations ait pu impulser à cette échelle des concertations sur les enjeux économiques et sociaux est un résultat spectaculaire.

Au sein même des institutions, l'action de Confrontations a obtenu des résultats probants : alors que les règles concurrentielles entravaient la capacité nationale à définir les préférences en matière de services publics, j'ai pu réaliser comme rapporteur du Parlement européen un compromis historique en 2004 avec la Commission, grâce à l'accord avec Mario Monti, alors en charge du Marché intérieur. Nous avons réussi à pacifier la question des services publics grâce à une modification du cadre juridique. Ce n'est pas parfait mais c'est un acquis incontestable, qui nous a valu une certaine reconnaissance, notamment dans les milieux français qui ont suivi cette affaire.

En 2007, je lance l'idée d'un nouvel Acte unique européen, c'est-à-dire le projet d'une réforme ambitieuse du grand marché. Ouvert aux vents du marché mondial et régulé unilatéralement par la concurrence, ce marché n'est pas le socle d'une politique industrielle. Je me souviens que Maurice Allais était vent debout contre la liquidation de la préférence communautaire. Dans les propositions que j'ai avancées en 2007, plusieurs dimensions de réformes étaient explicitées : une harmonisation de la fiscalité sur les sociétés et les capitaux, le développement d'infrastructures communes, la mise en place d'un marché du travail européen pour résoudre les contradictions entre les libertés

de circulation et les régimes sociaux nationaux... La réaction de Mario Monti et de Michel Barnier (auprès duquel je suis devenu conseiller spécial en 2009 quand il est devenu commissaire au marché intérieur et aux services financiers) fut immédiate : banco, ça nous intéresse !

**L'éclatement de la crise de 2008 nous a focalisés sur le front de la stabilité financière, nous n'avons fait que quelques gammes en ce qui concerne les réformes des marchés des biens, des services et des mobilités professionnelles. Aujourd'hui, alors qu'il est nécessaire d'établir des solidarités humaines et productives à caractère transcommunautaire, la reprise de tous ces dossiers est indispensable.**

Les travaux pour la stabilité bancaire et financière – 40 actes législatifs – ont donné lieu à des efforts passionnants, mais difficiles et chronophages. Dès 2009, avec Michel Aglietta et Philippe Maystadt, président de la BEI, nous avons alerté sur le besoin d'associer à l'objectif de stabilisation financière une relance communautaire de l'investissement. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les Etats-Unis et la Chine, ce qui leur a permis de rebondir beaucoup plus rapidement que l'Europe. L'Union ne disposait pas d'une capacité de politique macroéconomique et financière et elle en est toujours en manque. Ce qui fait que la décennie après 2008 fut perdue pour l'investissement. Avec Michel Barnier j'ai pu contribuer à la rédaction d'un livre vert sur le financement de l'économie européenne et plus particulièrement de l'investissement de long terme. Nous avons soulevé l'enjeu d'une politique et d'une industrie financières européennes permettant aux acteurs publics et privés de disposer des ressources financières nécessaires pour les accompagner au long de leurs cycles d'investissement, en particulier pour les infrastructures et l'innovation. Ce livre vert a été à l'origine du lancement du plan Juncker, un début de réponse à un problème fondamental. Mais nous sommes encore loin d'une capacité communautaire de stratégie macroéconomique.

Donc, à mon âge, je ne suis pas désabusé... j'ai connu des satisfactions et je peux me prévaloir de résultats ! Et depuis 2013 j'essaie de contribuer à la conception d'une refondation de l'Union européenne.

***J.F : Je poursuis la question de manière plus prospective. Tu parles dans le livre de l'effort pour une véritable mutualisation des capacités d'épargne, qui lève les inhibitions des épargnants allemands après les déboires des stratégies d'investissement direct dans les années 2000. Comment concevoir et mettre sur pied un nouveau régime de développement et de croissance en Europe, qui mise davantage sur les biens communs, les compétences humaines et leur valorisation dans chaque pays ?***

**P.H :** J'élargis ta question. L'Union doit maintenant dépasser la gouvernance par les règles et mettre en place des politiques communes à caractère géopolitique et économique. Il nous faut viser une double finalité : l'Europe doit devenir un acteur global, capable de jouer un rôle autonome dans une réorganisation de la mondialisation pour ne pas subir la dépendance par rapport aux deux super-puissances et aux GAFA. A cet effet elle doit développer des relations de coopération avec toutes les grandes régions du monde, avec ses proches voisins en particulier, reconsidérer ses alliances et se doter d'instruments de puissance publique. Et d'autre part l'Union doit inventer un nouveau régime de croissance qui réponde aux besoins écologiques et sociaux. Voilà de quoi fédérer nos efforts ! Les populations européennes doivent être saisies de cette double ambition. Il y a un début de prise de conscience fort sur l'écologie mais il ne doit pas être traité séparément de la question sociale : car, en réalité, le risque de contradiction entre ces deux objectifs est très important. Il s'agit de réinventer notre habitat, nos biens communs, nos modes de production et non pas simplement de mettre en place de nouvelles règles et des incitations fiscales. Je regrette que les mouvements écologiques manquent très souvent de réflexion sur les défis d'une économie politique et d'une cohésion sociale. Récemment en débat à Namur, j'ai entendu un député européen, quelque peu ayatollah, nier que les choix écologiques puissent être contradictoires avec les besoins des populations en matière d'emploi et de protection sociale. Si elles sont placées au pied du mur, les populations choisiront toujours le social contre l'écologique. Ainsi l'Allemagne continue à investir dans le charbon et déclare repousser au-delà de 2030 la réduction des émissions de CO2. Ainsi l'Afrique a besoin d'un grand développement matériel et humain, donc d'investissements massifs : lui demander d'assumer par ses propres moyens le défi écologique, c'est un peu se moquer du monde, or les investissements directs occidentaux restent à un niveau très faible sur ce continent. Soulignons aussi qu'en France ce ne sont pas les inégalités de revenus qui sont les plus graves, mais les inégalités primaires : ces millions de laissés pour compte qui désespèrent d'avoir un accès à l'emploi, cette précarité ou fragilité croissante des couches moyennes victimes de la déshérence d'activités et de services publics sur les territoires. Notre président leur demande de faire des efforts mais ces gens victimes de paupérisation et de sinistrose attestent de défaillances du système économique et social en vigueur qui les ignore ou les exclut.

Certains pays réussissent mieux que la France sur le front de l'emploi, notamment l'Allemagne, parce qu'elle a pris soin de son industrie et qu'elle est culturellement hostile au chômage. L'effort des dirigeants français pour redresser la situation en matière de formation et de production n'est pas négligeable, mais il demeure tout à fait insuffisant et il devrait mobiliser toute la société. Au niveau européen, il faut voir l'ampleur du problème : s'accorder en Europe sur un nouveau régime de croissance est difficile, dès lors que le social est séparé de l'économie et que la coopération entre les Etats est en carence. L'Union renvoie le social aux Etats-providence nationaux, tandis qu'elle prétend gérer l'économie par les règles. «Economie sociale de marché» est à ce niveau un slogan qui n'a pas grand-chose



à voir avec l'original que l'Allemagne a pu construire pour elle-même. Les capitalismes nationaux ne sont ni identiques, ni coopératifs. Et cette hétérogénéité ne sera pas dépassée par la formation d'un capitalisme européen qui se substituerait aux capitalismes nationaux mais par une stratégie de cohésion économique et sociale communautaire qui les mette en complémentarité. Il faudra une volonté politique très forte, reposant sur le développement de coopérations renforcées entre les Etats, la réforme du grand marché, la consolidation de l'union monétaire et la formation d'un véritable budget. Prétendre résoudre les problèmes sans la participation des citoyens, par les vertus de l'harmonisation des règles sans solidarités concrètes, est illusoire tant les divergences sont structurelles. Elles menacent l'Union de désagrégation.

**Être plus unis et puissants  
dans la compétition mondiale,  
autour de finalités écologiques  
aussi bien que sociales, à commencer  
par le plein emploi des capacités  
humaines, bâtir en concertation des biens  
publics communs, développer la cohésion  
interterritoriale en particulier  
pour inclure les « périphéries » :  
voilà de quoi légitimer un budget  
européen d'investissement  
(et non pas de transferts purs et simples  
pour financer les déficits chroniques).**

Investir en commun dans des domaines fondamentaux comme les compétences humaines, les systèmes de transport, l'habitat, les infrastructures publiques de traitement des données, le renouvellement des systèmes productifs : cette perspective devrait être connue et appropriée par tous les Européens, à l'Ouest comme à l'Est. La Pologne, la République tchèque, d'autres encore ont su engager un rattrapage de développement. Des liens d'intégration industrielle ont été créés avec l'Allemagne, d'abord sur un mode low cost. Mais c'est déjà du passé: ces pays veulent monter en recherche et en innovation, d'ailleurs d'autres régions du monde sont mieux placées dans le low cost. Je prends un exemple : quand je suis allé en Lituanie il y a plus de dix ans, j'ai rencontré une demande très forte de politique industrielle européenne. Le patronat local m'a posé deux questions, auxquelles l'Union n'a pas répondu : la montée des compétences des jeunes travailleurs devrait pouvoir prendre appui sur un réseau d'universités technologiques européennes ; une solidarité serait nécessaire pour un pays passé de la situation d'exportateur net d'énergie dans le cadre du Komekon à celle d'importateur. Faute de réponse à ce type de question, les pays baltes, la Bulgarie, d'autres encore, ont connu une dramatique diminution de leur population active, avec l'émigration des jeunes.

Parler de ces enjeux avec l'Allemagne est nécessaire. Sans poser fermement les problèmes dans un esprit de solidarité, il n'y aura pas d'issue. Par ailleurs l'Allemagne fait des choix

énergétiques unilatéraux, comme la sortie du nucléaire, compensée en fait par le recours au charbon dans son mix énergétique. Aucun dirigeant français n'a protesté. Lorsque l'Allemagne fait venir des jeunes grecs, baltes, espagnols, éduqués dans leurs pays d'origine, quelle est la contrepartie ? L'Allemagne a pris appui sur la liberté de circulation et le grand marché pour muscler sa puissance mais elle ne se pose pas la question de la solidarité. Mais la France non plus, qui cultive tout autant son intérêt national et ce qu'elle appelle sa « souveraineté ». Il ne s'agit pas de stigmatiser l'Allemagne, il est heureux qu'elle soit forte et qu'avec elle l'Union puisse peser dans la transformation du capitalisme mondialisé. Les questions de la fiscalité et du contrôle des investissements étrangers directs commencent à être posées dans l'Union, mais pas encore celles d'une solidarité industrielle. On ne peut pas faire sans l'Allemagne, ni faire non plus les naïfs avec elle ! Et comme le souligne Michel Barnier, si s'entendre avec elle est toujours nécessaire, c'est de plus en plus insuffisant.

**J.F : Je t'interpelle sur un aspect de l'action de Confrontations: l'élitisme de la construction européenne, contre lequel les peuples se rebellent aujourd'hui, n'a pas été vraiment dépassé dans cet effort. Confrontations a rassemblé des élites européennes éclairées mais pas, pour autant, toujours lucides sur l'état de l'opinion. Ce manque de lucidité était par exemple perceptible en 2005, au moment du referendum constitutionnel.**

**P.H :** Nous avons milité pour le oui en 2005 et pourtant auparavant j'ai pu écrire : « Pas de constitution sans projet ». Déjà en 1992, j'ai dit oui alors que je savais bancal le projet d'union monétaire. Pendant toutes ces années avec Confrontations et avec tous les « pro-européens », nous avons craint la montée d'une coalition des « non » opposée à l'Union ou ne proposant rien de sérieux pour la construire.

**Aujourd'hui je pense qu'il est urgent  
de dépasser cette position ingrate  
qui consiste à dire toujours oui tout  
en critiquant les carences de l'Union.  
Le clivage sans cesse activé entre les  
« nationalistes » et les « pro-européens »  
est nuisible. Sur le continent tous les  
peuples européens veulent rester dans  
l'Union, avec de fortes majorités en ce  
sens. Mais tous sont eurosceptiques.**

Il faut donc dépasser ces oppositions quand menace une désintégration, et déplacer la scène politique vers le vrai débat : comment refonder l'Union, quels sont les projets, comment permettre aux peuples de s'en saisir et de se rassembler ?

Mon divorce avec le PCF a commencé dès 1984-85, quand les communistes sont sortis du gouvernement et aspiraient à constituer un pôle de radicalité: j'étais, si je puis dire, radicalement contre cette orientation et je souhaitais une option d'opposition constructive. Je me suis rapproché de Jacques Delors quand je suis devenu député européen, et

j'ai œuvré pour la participation des citoyens à la consolidation de l'Union. Je sais que Jacques Delors a reconnu que le traité de Maastricht n'était pas bon, et il en garde une certaine amertume. Son compromis, former une fédération d'Etats-nations, ne s'est pas réalisé car tous les Etats cultivent leur souveraineté.

Confrontations aurait pu devenir un acteur politique et aller aux élections européennes. Nous ne l'avons pas fait, même si plusieurs de nos membres étaient intéressés. Dans les années 1990, même des syndicalistes radicaux et bien entendu des écologistes venaient en observateurs à Confrontations.

Au début des années 2000, les fédéralistes, fidèles au côté rousseauiste de leur philosophie politique, pensaient que c'était le moment, concomitamment à l'élargissement, de passer à la communauté politique par la voie constitutionnelle. Ils se référaient à Philadelphie, l'exemple américain. Mais cette référence est malencontreuse, car les Etats-Unis ont souhaité constituer une nation tandis que les Européens veulent conserver l'identité de leurs nations. L'Union doit faire richesse de la diversité, vouloir associer des nations hétérogènes. C'est sa singularité et sa vocation. Une Constitution verra peut-être le jour, mais ce n'est pas une priorité car on ne peut pas mettre le toit avant les fondations d'une maison, a fortiori si ses habitants n'acceptent pas encore de vivre ensemble !

**Mes mémoires proposent de bâtir  
une union politique différenciée  
qui fera appel à la participation  
des citoyens pour la refonder et mettre  
en œuvre des politiques communes  
visant un bien commun.  
Il y a besoin de nouveaux  
mouvements civiques (y compris une  
sorte de Gilets jaunes européens) pour  
secouer les dirigeants politiques.**

La démocratie élective délégataire a été accentuée en France par l'élitisme républicain. Bourdieu a su stigmatiser en son temps l'auto-reproduction des classes dirigeantes. L'ENA en est le symbole. Que des jeunes, parce qu'ils ont réussi un concours, accèdent ipso facto à la haute fonction publique et aux fonctions gouvernementales sur un mode privilégié, c'est une négation de la représentativité de notre système politique. Il faudrait faire appel à la diversité des forces vives du pays. Il serait important qu'une aide-soignante puisse représenter une partie militante du peuple ! Je n'aime pas l'idée des premiers de cordée. S'il s'agit des financiers internationaux et de ceux qui placent leur fortune dans la finance, cette image ne convient pas, les forces vives du pays sont les ouvriers, les ingénieurs, les chercheurs... Et plutôt que de penser que les uns tireront les autres parce qu'ils seraient plus rationnels ou mieux diplômés, l'enjeu est de créer des synergies entre les uns et les autres. Au niveau européen, la délégation des pouvoirs est encore plus profonde qu'au niveau national : les citoyens sont dépossédés de leur pouvoir, ils ne peuvent que choisir des députés européens tous les cinq ans.

**J.F : Venons-en aux dimensions institutionnelles de l'Union européenne. Tu critiques la gouvernance par les règles sur laquelle a débouché la méthode communautaire poussée à l'extrême et tu revendiques une Europe puissance publique, dotée d'une véritable capacité d'action. Je note à ce propos un écho avec l'ouvrage récent de Luuk Van Middelaar, philosophe néerlandais qui a assuré des fonctions de conseiller auprès du Président du Conseil européen (« Quand l'Europe improvise, Dix ans de crises politiques »<sup>2</sup>). Quelles évolutions institutionnelles perçois-tu comme prioritaires ? Il me semble que tu prônes, avec pragmatisme ou réalisme, une sorte de troisième voie entre fédéralisme et souverainisme, c'est-à-dire la voie d'une communauté politique respectueuse de l'identité et de la pérennité des nations mais capable d'une véritable action publique commune, avec l'implication active des populations.**

**P.H :** Tu as bien compris : je prône une troisième voie. Je pense que la gouvernance par les règles à défaut de politiques communes s'apparente à un déni de démocratie. Je ne rejette pas les règles, j'incrimine leur excès, faute de volonté de coopérations entre les Etats et de carence de puissance publique européenne. Quand Emmanuel Macron parle de souveraineté européenne, il envisage une construction plus politique, mais dans les faits l'Etat français veut toujours en même temps préserver sa souveraineté ! Tu évoques Luuk van Middelaar, qui souligne en effet que l'Union a commencé de devenir un peu plus politique face aux événements depuis 2008. Mais ce philosophe-historien ne s'intéresse pas à la question du rôle d'une société civile européenne, bien qu'il prône le passage de la gouvernance à un gouvernement. Et très pragmatique, il ne dit rien sur les contenus des choix politiques à effectuer. Lui comme Macron ont raison de solliciter des choix politiques mais en pratique ils misent encore sur les Etats, sur le rôle du Conseil européen et non pas sur les mouvements civiques. A noter que Luuk van Middelaar pointe une critique de la méthode Macron, qu'il juge, comme moi, très française. Il remarque qu'on ne conquiert pas l'Europe comme on se rend maître de Paris, et qu'Emmanuel Macron « demeure quoi qu'il fasse un Français, autrement dit un héritier de Louis XIV et de Napoléon », qui n'a pas « pris le temps de bien étudier le champ de bataille » (p.403, op.cit.).

**Les dirigeants politiques et les intellectuels  
français se projettent presque toujours  
vers les autres Européens  
avec leurs propres conceptions,  
sans connaître qui sont ces autres,  
et parfois en les diabolisant,  
notamment lorsqu'il s'agit des nouveaux  
pays membres de l'Union.  
Je n'aime pas du tout cette attitude.**

Pour construire une Union politique différenciée, j'avance deux principes fondamentaux. D'abord il faut solliciter la

<sup>2</sup> Luuk Van Middelaar, *Quand L'Europe improvise, Dix ans de crises politiques*, Le Débat, Gallimard, 2018

participation des peuples dans le respect de leurs identités respectives. Cela implique la formation d'une société civile européenne, une éducation européenne, et la mise en place d'un espace public européen de communication. Je pense que Van Middelaar donne trop d'importance au Conseil européen comme gouvernement, sachant que les Etats entravent le développement des politiques. En tout cas il faut les inciter à coopérer et pour cela proscrire le principe d'unanimité au Conseil. Je garde mes amitiés avec les fédéralistes mais on ne peut pas miser seulement sur la Commission et le Parlement ni prioriser l'objectif d'une Constitution.

Second principe : nous devons associer toutes les nations et les solidariser. Toute hiérarchie fondée sur l'inégalité de puissance entre grands et petits Etats est un problème. La vocation ancestrale de l'Europe, c'est faire richesse de sa diversité. Je refuse l'Europe à plusieurs vitesses chère aux élites françaises, où la France serait bien sûr à l'avant-garde. Certains dirigeants envisagent aussi une fusion franco-allemande faisant émerger une superpuissance au sein de l'Europe ! Structurer un centre en face de périphéries n'est pas du tout ma conception de l'avenir européen. D'autant plus que voulant aller du local au global, l'engagement de toutes les régions, de tous les territoires, est nécessaire pour combattre les inégalités et réussir une cohésion. L'effort de connaissance et de fraternité avec autrui a manqué quand il a fallu gérer l'élargissement à l'Est. La réunification d'une Europe divisée au long de l'histoire par les rivalités entre Etats-nations puis par le nazisme et le communisme aurait dû être reconnue comme un immense progrès potentiel. L'hétérogénéité de l'Europe, oui, mais l'institutionnalisation d'une division, non ! Les nouveaux pays membres sont tout aussi européens que nous, mais étant les grandes victimes de la formation des empires et des catastrophes du XX<sup>ème</sup> siècle, ils n'ont pas eu la chance, comme en France, de disposer d'une succession de générations qui ont pu bâtir depuis longtemps un Etat fort et une solidarité nationale. Il faudra bien clarifier un jour le rapport entre souveraineté nationale et souveraineté européenne dans une communauté politique respectant chaque nation et acceptant l'hétérogénéité mais en bâtissant des solidarités de grande ampleur.

**Le Brexit n'apparaît pas  
comme une maladie destinée  
à se répandre en Europe.  
Dans les eurobaromètres,  
deux tiers des Européens déclarent  
tirer des avantages de l'Union  
et souhaitent y rester  
(jusqu'à 80% en Pologne,  
plus qu'en France !).**

Ce qui oblige Marine Le Pen et ses alliés à ajuster leur discours et à reprendre l'antienne de l'Europe des nations. Mais si chaque pays campe sur sa souveraineté et si, par ailleurs, nous ne parvenons pas à sortir des dysfonctionnements de l'Union actuelle, à moyen-long terme le risque de décomposition de l'Union est toujours là.

Emmanuel Macron prône une renaissance de l'Union, mais sa substance est peu élaborée et sa démarche achoppe sur plusieurs points cruciaux. Il ne mise pas sur la participation des peuples mais sur le poids de la France dans l'aréopage des Etats et il reste dans l'ambiguïté complète sur le rapport entre la souveraineté de l'Etat français et celle de l'Union à bâtir. Il propose de réunir pour une « Europe qui protège », un objectif d'autant plus ambigu qu'en même temps il y a besoin d'ouvrir nos sociétés sur le monde pour que l'Europe y joue un rôle civilisateur. La perspective à laquelle je souhaite contribuer est celle d'une participation et d'une solidarité des Européens autour de finalités du bien commun. Il faut pour cela demander aux populations : quelles politiques européennes accepteriez-vous de partager en priorité ? Il faut à mon avis oser renverser la table. L'Union ne s'est pas dotée de compétences juridiques significatives pour des politiques communes d'éducation, de formation et d'emploi, d'industrie et d'investissement, alors qu'il faut pourtant en faire des priorités absolues. D'autres priorités sont également nécessaires, que je ne développe pas ici : la sécurité collective et la capacité géopolitique, la politique migratoire. Toutes les nations ne sont pas prêtes à s'accorder dans tous ces domaines, aussi devons-nous commencer par des coopérations renforcées en faisant sauter les verrous qui les entravent, c'est-à-dire les vetos liés au principe d'unanimité des Etats réunis en Conseil. En même temps et pour développer ces politiques, comme je l'ai déjà montré, des réformes du marché et de l'union monétaire sont nécessaires. Mais au lieu de ne se préoccuper que des intérêts des membres de la zone euro, il faut proposer à tous les peuples européens qui n'en sont pas encore membres d'y entrer dans un horizon d'une dizaine d'années en réhabilitant la politique de cohésion sociale et économique.

Je précise qu'il ne s'agit pas de construire un Etat-Providence européen. On n'ôtera pas aux Etats leur responsabilité propre en matière sociale et on ne doit pas imposer les mêmes règles sociales pour tous sans tenir compte des énormes écarts de productivité et de compétitivité entre eux. C'est pourquoi, sans remettre en cause les droits fondamentaux, il faut gérer la diversité des droits sociaux et renforcer les politiques de cohésion. L'Union doit devenir un catalyseur avec des programmes et des investissements qui permettent à chaque Etat-nation de mieux assumer ses fonctions d'accès à l'emploi, à la sécurité et au bien-être. Pour résoudre les problèmes rencontrés partout en Europe d'insuffisance des compétences et d'inadéquation entre les formations et les emplois, de redéfinition du travail avec les nouvelles technologies, il faut bâtir un marché européen du travail avec des infrastructures communes pour des mobilités de formation et d'emploi, avec des objectifs tels que l'apprentissage pour tous, la création d'universités technologiques européennes. On ne peut plus se contenter d'évoquer de façon sempiternelle un Erasmus proposé à une petite minorité de jeunes diplômés du supérieur. Un chantier comme «New Skills for new Jobs», lancé par la Commission au début des années 2010, aurait mérité depuis longtemps d'avoir des débouchés politiques.

Aujourd'hui la stratégie de cohésion sociale et territoriale n'est plus vraiment une stratégie, elle a été réduite à un guichet d'accès aux fonds structurels. Il faut la régénérer et aider à la formation d'économies locales et régionales en les connectant à l'économie globale grâce à des infrastructures de réseaux qui créent une solidarité européenne.

Au lieu de réduire les fonds structurels, il faut les développer dans cette perspective. Si 30% de leur masse étaient mis au service des coopérations inter-territoriales, au lieu de 4% aujourd'hui, le regard des populations sur l'Union changerait de nature !

Une politique européenne d'immigration est indispensable. Mais soyons clairs, les freins sont mis partout en Europe et il n'y aura pas d'unanimité en ce domaine avant longtemps, il faudra procéder par la mise en place de coopérations renforcées, en revenant sur les accords de Dublin en matière d'asile. Et il ne faut pas être hypocrite, partout, et plus en France qu'en Allemagne par exemple, il y a un problème d'accueil, en particulier d'accès des migrants au marché du travail national. De même au lieu de refouler les migrants vers des camps extérieurs où les conditions de vie sont ignobles, il est urgent de concevoir des politiques de codéveloppement avec les pays d'origine. On sait bien sûr que l'immigration soulève des questions majeures en matière d'identités nationales introverties, on ne pourra les dépasser que par un énorme travail de reconnaissance des autres cultures et de pacification des échanges.

Un véritable budget européen n'est possible que pour répondre au besoin de financer ces politiques communes. Il doit être mobilisé pour impulser et garantir des investissements transfrontières d'intérêt mutuel. Au sein du budget couvrant l'Union dans son ensemble, un compartiment budgétaire propre à la zone euro doit lui permettre de mieux faire face aux défis de la stabilité et de la convergence.

**J.F :** *L'effort pour forger une communauté politique respectueuse de la diversité des nations et capable d'agir doit-il aller jusqu'à la mise en place d'un type de gouvernement ? Tu fais allusion au modèle de la confédération helvétique...*

**P.H :** Il faut en effet former gouvernement dès lors qu'on veut conduire des politiques. Ce doit être une structure légère, constituée de quelques ministres consacrés aux grandes fonctions (investissement, emploi, industrie, immigration, sécurité collective, diplomatie...). Il faut rappeler que déjà en 2009 MM. Schäuble, Monti et Barnier en appelaient à un « gouvernement économique », et que l'on a aussi envisagé un ministère pour la politique extérieure.

Il ne faut pas commencer par une grande réforme des traités, on peut déjà améliorer significativement le système actuel, par exemple le vote à la majorité qualifiée au Conseil, une réforme de la Commission fondée sur la séparation d'un collège politique et de la gestion de l'administration. Un petit

nombre de « ministres » en charge des politiques communes pourrait composer un gouvernement, ils seraient membres à la fois du Conseil et de la Commission. La conquête de légitimité suppose que les candidats à ces fonctions puissent faire une campagne pan-européenne, en même temps que les élections au Parlement européen. Ils présenteront des choix de priorités pour les politiques à mettre en œuvre. Aujourd'hui aucun débat transeuropéen n'existe sur les options à prendre. Quant aux élus du Parlement européen, ils devront être beaucoup plus proches du terrain afin de susciter la participation des gens, de leurs organisations ; ils seront ainsi mieux à même de contrôler l'exécutif dans l'exercice effectif des politiques communes.

D'autre part, je propose de créer une deuxième chambre, celle des porteurs de projets européens. Les collectivités locales et régionales, les industriels porteurs de projets d'investissement trans-frontières, les représentants des institutions qui les financent et ceux des acteurs associatifs y participeront. A la différence de l'actuel Comité économique et social européen, ils disposeraient d'un pouvoir de consultation et d'évaluation des politiques communes, et de mise en place des projets d'investissement communautaires.

Kant imaginait en son temps une libre association de peuples pour aller vers une fédération. Je n'entends pas préjuger de la forme définitive de l'Union politique, je propose un processus, qui prendra quelques années. Faisons mûrir ces idées par le dialogue entre Européens en misant sur l'émergence des mouvements de la base sociale. Pensons au mouvement «Peuple et culture»<sup>3</sup>, issu de la Résistance dans l'après-guerre, avec Chris Marker, pensons aux universités populaires ! Plutôt que de rêver aux Etats-Unis d'Europe, il s'agit de gagner les peuples à un chemin autour d'ambitions et d'options concertées.

S'il faut se référer à un autre modèle, la comparaison avec la Suisse, c'est-à-dire une Confédération avec un partage de fonctions fédérales, est utile. Les Suisses ont voulu jadis se confédérer en respectant l'autonomie de leurs cantons, parce qu'ils ne voulaient plus subir la domination des puissances extérieures.

L'Union européenne a été créée pour bannir la guerre entre ses membres. Elle est déjà une puissance commerciale, pas encore vraiment économique ni surtout politique.

Les cantons suisses sont différents les uns des autres, mais chacun compte, comme chaque nation européenne devrait compter. La participation populaire existe en Suisse car les votations sur les options à prendre reposent sur tout un travail préalable, mobilisant un tissu associatif très vivant. Le gouvernement fédéral, léger, fonctionne par consensus, par-delà les rivalités partisans, et avec une rotation des rôles tous les deux ans. Les Suisses ne partagent pas seulement un marché et une monnaie, mais aussi des biens communs. Ils sont dans la mondialisation, avec des capacités de recherche et d'industrie remarquables. Mais la Suisse

<sup>3</sup> Sur l'histoire du mouvement « Peuple et culture », voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Peuple\\_et\\_culture](https://fr.wikipedia.org/wiki/Peuple_et_culture)

n'aspire pas à jouer un rôle de puissance dans la mondialisation : c'est une énorme différence avec l'Union européenne, qui ne peut pas rester dans la neutralité mais doit devenir un global player.

**J.F :** *Je reviens sur un point précis. Je partage avec toi le regard porté sur les sociétés est-européennes, la reconnaissance de la complexité de leur expérience historique et l'ignorance, à cet égard, de beaucoup trop d'européens de l'ouest. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour pleinement incorporer ces pays à la construction européenne. En même temps, les contradictions au sein de ces sociétés sont tangibles. Comment appuyer les forces pro-européennes, comment combattre les tentations anti-démocratiques dans ces pays ?*

**P.H :** Nous avons accueilli les pays d'Europe centrale et orientale en leur faisant adopter nos règles. Débrouillez-vous, leur a-t-on dit, pour intégrer notre système juridico-institutionnel ! Ils ont su se développer sur le plan économique, avec de fortes inégalités intra-territoriales et entre eux. Mais l'Ouest n'a pas fait le moindre effort pour prendre conscience que l'accueil d'autrui ne se fait pas sur la base de sa méconnaissance. Je suis fils de croate...Slave, esclave... Ce fut une partie de l'Europe soumise et rivée à la misère. L'historien hongrois István Bibó en traite dans son ouvrage « Misère des petits Etats d'Europe de l'Est <sup>4</sup> » mais la richesse intellectuelle et l'apport de ces pays faits de mélanges humains à l'Europe sont considérables. Ceux de la Russie aussi. L'indifférence occidentale est coupable. L'humanisme pratiqué à l'ouest de l'Europe est fautif : peut-on bâtir une communauté politique sans une conscience commune ? Qu'a fait Mandela en Afrique du sud, sinon d'engager un processus de réconciliation fondé sur la reconnaissance publique des torts infligés à autrui ? La souffrance subie par l'Ukraine pendant les guerres mondiales est immense et elle n'était pourtant pas le foyer de ces guerres.

**L'Europe de l'Ouest donne des leçons à ses voisins de l'Est sans avoir appris à les connaître : c'est un scandale qui me révolte. Je ne lâcherai pas sur ce point. Il faut savoir reconnaître ses torts.**

Certes, il y a eu des efforts pour rendre plus intelligente la politique de cohésion, en vue d'accompagner ces pays dans le financement de leur rattrapage et la reconstruction de leurs services publics. J'y ai participé en République tchèque. Mais il faut refuser d'attiser les clivages culturels et institutionnels entre le centre et les périphéries ; la rébellion de celles-ci ne doit pas étonner. Certaines de ces «périphéries», telles que les pays Baltes, n'avaient jamais pu accéder à un Etat souverain. Ces pays ont choisi leur liberté en entrant dans l'Union et ils s'efforcent simultanément de concevoir leur propre identité. Ils le font avec des sociétés civiles et politiques marquées par l'héritage du communisme. Mais il ne faut pas confondre les dirigeants autocrates qui cultivent la haine et le clientélisme et les populations qui, jour après

jour, manifestent avec le plus grand courage en Pologne et en Hongrie. Kaczynski et Orban ne sont pas éternels, leurs majorités sont précaires. Toute politique des sanctions risque de se retourner contre les peuples concernés et ne les aide donc pas à lutter contre leurs dirigeants actuels. Les priver de fonds structurels est une erreur, il faut au contraire renforcer des solidarités et des politiques de cohésion. Cela n'empêche nullement de sanctionner les dirigeants qui veulent institutionnaliser des régimes autocratiques en rompant avec les règles fondamentales de l'Etat de droit.

Si des propositions de refondation de l'Union européenne autour de biens communs pouvaient se déployer, il serait difficile à Messieurs Orban, Kaczynski et autres d'aller à leur rencontre alors même que les peuples en question aspirent à être mieux reconnus par l'Union.

Par ailleurs il ne s'agit pas d'entretenir l'antagonisme avec la Russie, qui est en train de se reconstituer une puissance régionale et même internationale. Ce serait abandonner des amitiés populaires ancestrales, la volonté exprimée par Gorbatchev de «maison commune», l'esprit et la clairvoyance de Keynes. Celui-ci a claqué la porte du Congrès de Versailles en 1919, en stigmatisant l'imposition de sanctions excessivement lourdes à l'Allemagne tout comme la guerre déclarée aux soviets en Russie, alors que la misère sévissait dans ces pays ; il préconisait au contraire le développement de coopérations économiques et sociales avec eux. L'histoire n'est absolument pas jouée. Pensons à l'échec d'Orban lors de son referendum de 2006 sur l'immigration, à cause de l'abstention massive. L'élite occidentale est imbuë d'elle-même, elle pense bien trop peu aux peuples.

**J.F :** *Tu proposes, dans le livre, l'idée de « manifestes » pour relancer l'ambition européenne. Quels sens et quelle portée leur attribues-tu précisément ?*

**P.H :** Un ou des manifestes doivent s'écrire à plusieurs mains, européennes, sur un mode pluriel, entre des individus et des acteurs associatifs. Il ne s'agit pas de manifestes émanant de think tanks experts et établis, happés par leur travail avec les institutions. Il s'agit de mobiliser des contacts de terrain, les amitiés qui s'y prêtent existent, faisons-les fructifier. Formons des réseaux en gagnant les jeunes à cette cause. J'observe des tentatives en ce sens, comme le mouvement Volt<sup>5</sup>, mais il réunit des personnes qui disposent déjà d'une solide expertise. La substance du ou des manifestes que j'ai en vue vise à régénérer une société civile européenne, en offrant les grandes lignes d'une refondation de l'Union. Les mouvements qui s'étaient formés dans les années 1990 sont en retrait, et une renaissance ne viendra pas des chefs d'Etats. Elle doit être autant d'ordre culturel qu'institutionnel, là où si des potentiels apparaissent, par exemple une reprise du mouvement personnaliste proposée au Collège des Bernardins. Mon livre dessine la redéfinition des finalités de l'Union et un chemin de refondation. De nouveaux élus et dirigeants européens pourraient surgir au sein de ces nouveaux mouvements civiques. Dans un espace aussi connecté que celui d'aujourd'hui, une construction socio-politique pourrait plus rapidement se dessiner.

<sup>4</sup> István Bibó, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Albin-Michel, 1993.

<sup>5</sup> Voir <https://www.volteuropa.org/>

**J.F :** *Revenons un peu sur la France. La crise récente des gilets jaunes illustre assez bien ton diagnostic sur les impasses de l'élitisme républicain. Comment envisages-tu le dépassement de cette crise ?*

**P.H :** Comme beaucoup de Français j'ai soutenu ce mouvement. Il a révélé des réalités que les élites ne voulaient pas voir ainsi qu'une volonté populaire de s'exprimer durablement sur la scène politique. Au lieu de prendre conscience de la profondeur de l'écart entre un peuple fragilisé et appauvri et les élites dirigeantes, ainsi que de la dépossession qu'il éprouve et le conduit à la révolte, le pouvoir a très tôt stigmatisé des violences, sans pour autant cibler et endiguer les casseurs. Quant aux divisions du mouvement, elles sont normales, et il n'est pas sérieux de lui demander de se doter d'une « représentation » alors qu'il met en évidence le besoin de nouvelles formes de participation.

**Avec le Grand débat,  
Emmanuel Macron a déplacé  
la tension et su reprendre la main.  
Mais soyons conscients des limites  
de ce débat. Le questionnement  
a laissé de côté tous les enjeux  
économiques, l'emploi, l'industrie,  
pour focaliser sur les seules « doléances »  
et le pouvoir d'achat, alors que la France  
ne crée pas assez d'emplois  
ni ne sait préparer son avenir.**

Ce que j'ai écrit à propos d'Emmanuel Macron dans mon livre – opportunités et risques – est encore valable. Opportunités, en raison de composantes importantes de son programme, par exemple la réforme du marché du travail et de la formation professionnelle, même si l'offre de formation et sa qualité restent un enjeu entier. Je n'ai pas attendu Emmanuel Macron pour dire qu'il fallait produire avant de répartir et je suis content qu'il le dise. Risques, parce qu'il ne crée pas les conditions d'une participation durable des acteurs de la société civile aux choix collectifs, et au niveau européen, parce qu'il a avancé ses positions sur un mode néo-napoléonien qui a prouvé son échec : au lieu de rassembler il s'est isolé. Même dans le Grand débat, il a accaparé la parole, faisant continuellement les réponses. Nous verrons ce qui en sortira. J'ai publié une contribution en ce sens : «D'autres options doivent être envisagées»<sup>6</sup>.

Pour durer, Emmanuel Macron devra au moins ajuster son programme et sa méthode. Il devra reconnaître ses carences, par exemple sur la politique industrielle et financière, sur la réforme de l'Etat et des finances publiques. Ainsi, l'impôt sur la fortune n'a pas seulement une dimension symbolique très forte : sa restriction à la richesse immobilière est une acceptation de la prééminence des marchés financiers dans le financement de l'économie, or tout placement n'est pas forcément utile pour l'économie nationale ! Il faut garder cet impôt en le modulant pour n'inciter qu'à des placements productifs. De façon générale, l'épargne doit être mobilisée

<sup>6</sup> Voir <http://confrontations.org/la-revue/dautres-options-doivent-etre-envisagees/>

et orientée vers des investissements de long terme. Rares sont ceux, comme Jean Peyrelevade, qui ont porté la contradiction à Emmanuel Macron à ce sujet, mais le pouvoir central n'a jamais voulu écouter aucune contradiction.

**Emmanuel Macron ne devrait pas  
être la seule référence programmatique  
audible. Je déplore que les partis  
de gouvernement historiques,  
de la gauche à la droite conservatrice,  
s'affaissent parce qu'ils ne parviennent  
pas à se régénérer : les capacités  
de solutions alternatives sont en basses  
eaux ; cette déshérence est grave.**

Je maintiens qu'à gauche, si les communistes ne s'étaient pas tournés vers la radicalité pure et simple, se rétrécissant et perdant ainsi leur capacité de rassemblement, et s'il avait été possible de travailler à un mouvement de transformation sociale, la gauche aurait eu des chances de régénération. La social-démocratie chute notamment parce que l'acceptation de la séparation entre le social et l'économique signe sa faillite sur les enjeux du travail et de l'industrie, comme le syndicaliste italien Bruno Trentin l'avait clairement perçu. Je parle de la gauche parce que c'est elle que je connais et avec qui j'ai longtemps milité... Quant à la droite conservatrice, elle doit travailler pour dépasser le gaullisme et ne pas camper dans les traditions au risque de les rendre obsolètes. J'ai pu travailler en convergence avec Michel Barnier, à partir de parcours dissemblables, ce qui indique la possibilité de vastes potentiels de refondation de l'Union. Mais alors que reconstruire une société civile en France et en Europe est impératif, les corps intermédiaires actuels ne paraissent pas disposer d'une capacité d'auto-réforme. Les syndicats, dont on a tant besoin, ne donnent guère l'exemple et c'est inquiétant.

L'élection européenne approche. Je déteste être enrôlé d'emblée pour faire des voix ou pour conforter des représentants. Habilement Emmanuel Macron tire des enseignements de l'échec de ses débuts en Europe, il n'a pas rassemblé, au contraire, après les espoirs qu'il a suscités. Il focalise maintenant sur l'Europe qui protège afin d'élargir sa base électorale, et non plus sur le budget de la zone euro mais sans perdre de vue cet objectif. Il veut que son parti reçoive assez de voix pour pouvoir jouer un rôle-clé dans un parti libéral européen élargi, jouant un rôle de pivot central dans le prochain Parlement européen. Personnellement, je me détermine sur les programmes. Je pense que le rendez-vous politique de refondation de l'Union Européenne dans cette élection est déjà manqué. Mais ce doit être plus que jamais un objectif à faire mûrir dans les prochaines années. Dans cet esprit on doit exiger des candidats aux suffrages de 2019 de clarifier les priorités de l'agenda de travail des futurs élus et dirigeants au Parlement et à la Commission européenne. Une véritable démocratie ne va pas sans mandat. Je mène campagne autour de mes propositions, j'aurai participé à près de cinquante débats. J'espère vivement l'émergence d'un mouvement pan-européen susceptible de régénérer l'offre politique, en France et ailleurs !

**J.F :** Pour conclure, comment te définis-tu aujourd'hui ?  
comme un *personnaliste saint-simonien* ?

**P.H :** Je ne suis plus du tout dans une optique partisane, même si je souhaite que les partis se régénèrent. J'en suis à imaginer de nouveaux types de mouvements émanant de la société civile et mobilisant ses forces vives. Mon point de vue n'étant pas partisan, je ne me situe pas à gauche ou à droite quand l'heure est à la réinvention de la pensée et de l'engagement. J'ai besoin de sources spirituelles et non pas seulement rationnelles au sens étroit du terme, d'ailleurs je récuse le clivage artificiel entre le rationnel et l'irrationnel. Même quelqu'un d'aussi laïc qu'Edgar Morin s'est demandé qui guidera la raison ! Les sources spirituelles, philosophiques, religieuses, scientifiques et artistiques sont indispensables pour transcender les personnes. Une raison pure détentrice de la vérité n'existe pas. Il y a toujours matière à interprétation et, au demeurant, les écoles qui se disent porteuses de la raison ne s'accordent pas. La raison des experts ne suffit pas à créer la confiance. Mes principales références sont des philosophes comme Hanna Arendt et Karl Jaspers, très européens et toujours actuels. Je suis en sympathie et en convergence avec les personnalistes chrétiens qui refusaient dans l'entre-deux guerres le clivage entre communisme et libéralisme et la réduction de l'individu à l'homo oeconomicus. Ils ont eu un rôle éminent dans la création de la Communauté européenne, faisant souche chez les démocrates chrétiens. Un individu est porteur de capacités de transcendance et d'élévation auxquelles il faut faire appel. La reconnaissance de la personne est un défi fondamental. «Prendre soin de l'âme», disait aussi Jan Patočka en référence à l'héritage platonicien. Les individus, comme personnes, ont à acquérir une éthique de responsabilité et de solidarité, ce qui ne va pas de soi, en vue de bâtir ensemble une cité du bien commun et une vision positive du monde.

Et je suis aussi saint-simonien. Au XX<sup>ème</sup> siècle, ils ont beaucoup fait en France pour changer la culture et bâtir des institutions économiques sources de prospérité ; ils ont construit des infrastructures, sur les territoires et à l'échelle internationale. Les saint-simoniens étaient profondément pro-européens, ce n'est pas un hasard. Dès 1815, après les guerres napoléoniennes, Saint-Simon a dessiné un projet de Communauté européenne pour sortir de la barbarie en créant un parlement et des institutions communes. Les saint-simoniens voulaient même réécrire l'Evangile. Pour eux, le plus humble ouvrier est plus respectable que le plus riche parasite, parce qu'il est plus utile à la société. Ils allaient au peuple et la connexion entre l'élite et lui était centrale dans leur démarche. Je cultive cette coagulation des saint-simoniens et des personnalistes. Les

premiers fournissent l'économie politique qui manque aux seconds. Voilà mes influences, parmi d'autres, surtout sans oublier les philosophes allemands, l'Ecole française des Historiens des Annales, et les grands cinéastes.

L'objectif d'une éducation européenne m'apparaît aujourd'hui comme étant archi prioritaire. Il s'agit d'acquérir un apprentissage précoce des langues, de construire des mémoires croisées, de s'identifier à l'Europe en vivant concrètement son européanité. Ceci appelle des échanges systématiques de maîtres et d'élèves dans des jumelages scolaires et la création d'universités européennes.

**Faut-il rappeler que l'Europe de la culture a d'abord été européenne avant d'être nationale. Au XIII<sup>ème</sup> siècle, à Paris et à Bologne, dans les premières universités se pressaient de jeunes étudiants venus de toute l'Europe.**

Il faut à la fois se réapproprier des traditions et des valeurs pour les ressourcer dans le nouveau monde, et en même temps inventer des récits et des projets du futur. Dostoïevski, ce génie universel, a éprouvé en son temps que les traditions sur lesquelles s'appuyer pour agir n'étaient pas assez solides, il fallait déployer l'imaginaire social et politique.

Bien sûr, dans le passé, tous les grands intellectuels européens avaient une vision euro-centriste du monde : selon eux c'est seulement de l'Occident que pouvaient venir les idées universelles d'émancipation de l'humanité. La paix perpétuelle selon Kant ne pouvait reposer que sur le modèle de la fédération des Européens. Or désormais l'enjeu de l'humanisme et de la civilisation se pose à l'échelle mondiale. Il faut accepter une décentration de la vision européenne du monde, croiser notre regard avec ceux des chinois, des africains, des latino-américains, du monde musulman... L'humanisme des Lumières est en crise. Victime d'un rationalisme desséché, il a perdu de sa force, d'autant plus qu'il s'est institutionnalisé dans des Etats-nations sans quitter vraiment la pensée euro-centriste qui traitait les autres comme des barbares. L'humanisme européen a en effet connu une face sombre. Et la civilisation européenne ne va pas renaître simplement par elle-même dans un monde globalisé. Le monde frappe à la porte, les périphéries veulent entrer au centre. Nous devons mobiliser toutes les sources d'inspiration pour saisir les enjeux sociétaux d'aujourd'hui. Je baigne avec bonheur dans ces efforts de ressourcement de la culture, loin de toute amertume.

**VARIANCES**.eu  
LE WEBZINE DES ENSAE ALUMNI

Édité par

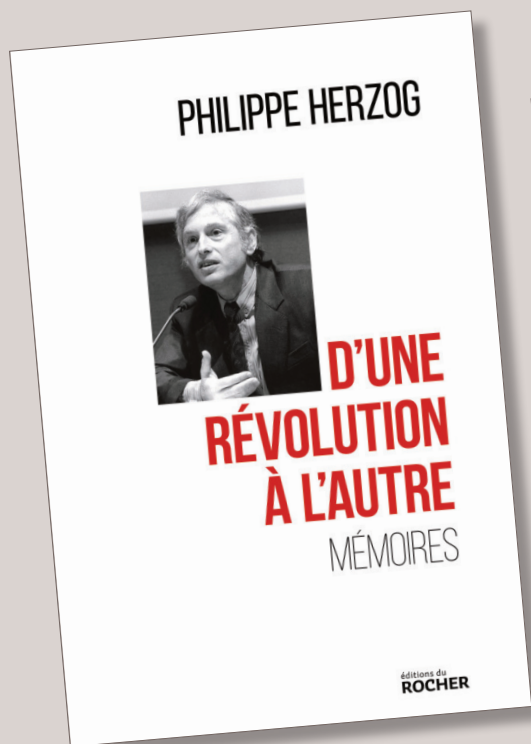


Les Entretiens Européens  
& Eurafricains

4 rue Froidevaux, 75014 Paris  
Tél. : + 33 (0)6 72 84 13 59  
[www.entretiens-europeens.org](http://www.entretiens-europeens.org)

# Cinquante ans d'histoire politique

## Les mémoires d'un des penseurs majeurs de l'Europe



### D'une révolution à l'autre

Mémoires

400p. - 21.9 € Parution : 3 octobre 2018

*Philippe Herzog (X59) est professeur honoraire de sciences économiques à l'université de Nanterre. Il a été dirigeant du PCF de 1972 à 1996. Président-fondateur de l'association Confrontations Europe, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, il a été député européen de 1989 à 2004, puis conseiller spécial auprès de la Commission de 2009 à 2014. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : Prévisions économiques et comptabilité nationale (1968), L'Europe après l'Europe (2002) et Une tâche infinie (2010).*



#### BULLETIN DE COMMANDE

### Philippe Herzog D'une révolution à l'autre

Mémoires  
Editions Le Rocher

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : ..... Tél. : .....

Je commande ..... exemplaire(s) du livre

Je verse : ..... €

21,90 € l'unité + 2€ de frais de port

20,00€ à partir de 5 livres commandés (+ 10€ frais de port)

- par chèque : à l'ordre d'ASCPE,

- par virement : ASCPE - IBAN International :

FR76 3006 6101 2100 0106 1640 126

A retourner à



Les Entretiens Européens  
& Eurafriçains

4 rue Froidevaux - 75014 - PARIS